

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.  
N. BORDÉANO.

## ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

## LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL &amp; FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :  
ANDRÉ ZEPHYR.

## INSERTIONS :

annonces 1 <sup>re</sup> page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 <sup>me</sup> page.....	6 » la »
annonces 3 <sup>me</sup> page.....	12 » la »
insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à n. 400.	

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre, et se payent d'avance.  
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à PÉRA, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottier et Co, à Vienne, 1 Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Nicoud, 439-440 Fleet Street.

## TÉLEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C<sup>ie</sup>

## Général.

Athènes, 22 janvier.

La souscription à l'emprunt de 10 millions, malgré l'empressement des premiers jours, n'a pas donné jusqu'à présent des résultats importants. La dette anglaise est arrivée au Pyrée.

Quelques officiers de l'armée hellénique sont partis pour l'Afrique pour y acheter des armes.

## BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P. 12.22  
En ce moment..... » 12.24  
Obligations Rouméliotes..... fr. 34.50  
Papier-monnaie..... L. T. 100 P 159.10

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

23 Janvier 1877.

Lever du soleil..... 7 h. 22 m.  
Coucher..... 5 h. 3  
Température à midi..... 12 » 12 h 43  
Il a la température à midi..... 6 » 50  
8 heures du matin..... 761.3  
Baromètre..... 5.9  
Thermomètre..... 5.0  
Minima..... 8.2  
Maxima de la veille..... 8.2  
Direction et force du vent N. fort

## NOUVELLES DU JOUR.

Le Grand-Vézir a eu hier dans la matinée une longue entrevue avec S. M. le Sultan.

Hier, M. le baron de Werther, ambassadeur d'Allemagne, sir Henry Elliot, ambassadeur de la Grande-Bretagne et M. le comte de Bourgoing, ambassadeur de France, se sont rendus à la Sublime Porte et ont eu des entrevues avec le Grand-Vézir et avec le ministre des affaires étrangères. En prenant congé, MM. les ambassadeurs ont présenté à Midhat pacha et à Safvet pacha les chargés d'affaires qui, pendant leur absence, géreront les affaires de leurs gouvernements. On assure que le général Ignatieff n'ayant pu faire ses visites de congé, aurait écrit une lettre pour faire connaître en même temps que le comte Nélidoff restait en son absence chargé d'affaires de Russie.

Le Vakit annonce qu'à l'occasion du départ de sir Henry Elliot, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, un grand nombre de notables ottomans de Stamboul se proposent d'aller en corps souhaiter un bon voyage à Son Excellence, en preuve d'estime et de respect pour le représentant de la Reine d'Angleterre.

Dimanche, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. M. Oscar II, roi de Suède et de Norvège, le stationnaire ottoman pavoisa à salu le drapeau suédois par les salves d'usage. Un fonctionnaire de la Sublime Porte s'est rendu à la légation suédoise pour faire les félicitations du gouvernement.

impérial à M. d'Ehrenhoff, ministre-résident de Suède et Norvège.

La députation des étudiants hongrois part aujourd'hui par la voie de Varna. Hier matin, le Serdar-Ekrem, Abdul-Kérim pacha, s'est rendu à Galata-Sérail pour visiter les étudiants et il a remis à chacun d'eux sa photographie le représentant en grand uniforme et ceint du sabre offert par la jeunesse hongroise.

Quelques instants après, MM. Jules Lucats de Karcza, chef de la députation et Jules de Szilcs, président du comité des 60, accompagnés du comte Szacheny et du colonel d'état-major Iskender bey, arrivaient au Sérail-Ekrem pour rendre sa visite au Serdar-Ekrem. Là, les étudiants ont pris congé d'Abd-ul-Kérim pacha, du ministre de la guerre, du président du Dair-Choudra et du chef de l'état-major général.

Les députés se sont rendus ensuite à la Sublime Porte pour saluer Safvet pacha et le Grand-Vézir. Ils sont allés, après cela, au Palais de Dolma-Bagiche où ils ont pris congé de Said pacha et du premier aide de camp de Sa Majesté.

Hier soir, une représentation de *Val-tan*, le drame émouvant de Kémal bey, était offerte à l'ancien théâtre français par les étudiants des écoles à leurs camarades hongrois. Tous les passages patriotiques du drame ont été l'objet de manifestations enthousiastes. Cette fête qui a été fort belle a fourni à la jeunesse turque l'occasion d'affirmer à nouveau et avec éclat ses sentiments d'ardent patriotisme.

Nous apprenons du dernier moment que S. M. le Sultan a bien voulu accorder aux députés hongrois les insignes de l'ordre impérial du *Medjidie*, de 3<sup>me</sup> classe pour les chefs de la députation, et de 4<sup>me</sup> classe pour les étudiants.

Voici quelques nouveaux détails sur le bal donné dimanche soir, en l'honneur de la jeunesse hongroise à l'hôtel municipal.

Les honneurs étaient faits non-seulement par M<sup>me</sup> Zarlfi, mais par toutes les dames des conseillers municipaux : M<sup>me</sup> Christaki Zographos, M<sup>me</sup> Deveaux, M<sup>me</sup> Agop, effendi Keutchéoglou, M<sup>me</sup> Tubini, M<sup>me</sup> Fernandez D. az.

Indépendamment de M. de Grimberghe et du consul de Belgique d'autres membres du corps diplomatique étaient présents : M. le comte du Chastel, secrétaire de la légation de Belgique et M. Preziosi, drogman ; M. Conte, ministre d'Espagne avec un secrétaire et un drogman ; M. Jocelyn, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'ambassade d'Angleterre ; le 1<sup>er</sup> secrétaire de la légation de Perse ; plusieurs consuls anglais et des officiers de la marine de guerre anglaise, en uniforme ; et le consul général de Portugal. Le ministre de Hollande qui se proposait de se rendre au bal en a été empêché au dernier moment par une indisposition de M<sup>me</sup> Heldevier.

A l'occasion de ce bal, on nous affirme qu'une grande ambassade, rompant avec ses traditions d'urbanité, a renvoyé les billets d'invitation que la présidence de la municipalité s'était courtoisement empressée de lui adresser.

Nous croyons savoir que Sadik pacha, ambassadeur ottoman à Paris, qui devait se rendre à Constantinople, a dû différer son départ.

Le Vakit et le Bassiret publient des articles à conclusions identiques. Les

deux feuilles turques font pressentir qu'à la suite de la rupture des négociations, la Sublime Porte considérera comme nul et non avenue l'armistice, qui a été récemment conclu. Partant de ce point, ces journaux conseillent une action efficace à l'égard des Etats vassaux et l'envoi d'un ultimatum contenant les propositions de paix de la Sublime Porte. En cas de refus, le Vakit et le Bassiret pensent que les armées impériales devraient se mettre en mouvement pour mettre un terme, le plus promptement possible, à la rébellion de ces Etats, afin que le gouvernement impérial puisse, le cas échéant, disposer aisément de toutes ses forces dans une guerre éventuelle contre la Russie.

M. le comte de Chaudordy a visité, dimanche, les mosquées principales, le Sérail de Top-Capou et les autres curiosités de Stamboul.

Le Dr Edwin von Millingen, le spécialiste bien connu pour les maladies des yeux et des oreilles, partira ces jours-ci pour Smyrne, où il a été appelé pour soigner plusieurs personnes atteintes de maladies de la vue. Pendant sa courte absence, son dispensaire du passage Hazzopoulo continuera à être ouvert au public. Les malades seront soignés par le Dr Viol.

Soleiman bey, qui a servi comme volontaire et avec le grade de capitaine dans l'armée de Zaitichar, a reçu la décoration de l'*Osmânie*, 4<sup>me</sup> classe, en récompense de ses services. Soleiman bey a été attaché au service du Palais en qualité d'armurier (Tufenkjibachi).

Les journaux turcs apprennent que des correspondants à Constantinople de journaux européens ont télégraphié en Europe, après la séance du Conseil extraordinaire de jeudi dernier, que Hajim pacha, ministre sans portefeuille, s'est abstenu de signer le *mizbata* (procès-verbal) du conseil et que les paroles du prélat arménien-catholique, Enfidjian effendi, ont été écoutées avec indifférence par le Grand-Vézir et les oulémas.

Les feuilles turques déclarent que ces nouvelles sont controuvées et elles les attribuent à la malveillance.

Halim pacha, atteint soudainement par un violent mal de cœur, n'a pu assister à la clôture de la séance pour signer le procès-verbal. Il a été forcé de se retirer dès le commencement des débats, et c'est uniquement pour cette cause qu'il n'a pas signé le procès-verbal.

Quant au discours d'Enfidjian effendi, on sait que l'assemblée l'a écouté avec une grande attention et que les paroles de l'orateur ont été non-seulement applaudies par le Grand-Vézir, le Cheikh-ul-Islam et les oulémas, mais chaleureusement applaudies par toute l'assemblée.

On annonce que les coupures de 1 p. papier-monnaie, seront mises en circulation dans le courant de cette semaine.

Le gouverneur de Kozan (Anatolie) annonce par un télégramme adressé au Grand-Vézir, à la date du 6/18 janvier, qu'il a été chargé par la population musulmane et non musulmane de cette province de faire connaître à la Sublime Porte que tous les habitants capables de porter des armes sont prêts à mar-

cher au premier appel du gouvernement.

En même temps, le gouverneur fait savoir que l'appel des réfidis a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme, par les habitants qui accourent avec empressement se ranger sous les drapeaux, de sorte que le chiffre des réfidis qui se sont présentés dépasse deux fois celui des hommes demandés.

Le grand bal paré et masqué donné au profit de la Société philanthropique, sous le haut patronage de M. Georges Zarifi, et dont nous avons annoncé l'ajournement, aura lieu samedi prochain, 15/27 du mois courant, au Théâtre de la *Concordia*.

Nous apprenons qu'un grand congrès sérielco international coïncidant avec l'Exposition universelle aura lieu à Paris en 1878. A l'instar des autres puissances, le gouvernement impérial ottoman a été invité à y prendre part.

Nous avons annoncé dans un de nos derniers numéros la prohibition de l'exportation des céréales et des bêtes de somme des vilayets de Jannina, d'Aidin, de Salonique, d'Adana et de l'île de Chypre.

La défense d'exportation des céréales et des bêtes de somme ne concerne que le vilayet de Jannina. Pour ce qui est des autres vilayets il n'y a que l'exportation des bêtes de somme qui est interdite.

Le ministère de la guerre a expédié, avant-hier en Herzégovine pour les besoins de l'armée, la somme de 6,000,000 de piastres, partie en or et partie en papier-monnaie.

Les journaux turcs annoncent que le gouvernement a expédié à Mitrovitz 8000 fusils Henri-Martiny pour être distribués à la population de ce district.

D'après un tableau statistique publié par l'administration sanitaire, le chiffre des décès à Constantinople pendant le mois de décembre s'est élevé à 1021.

Ce chiffre se décompose comme ci-après : Musulmans, 592 ; Chrétiens, 355 et Israélites, 74.

Une femme a donné le jour, à Arnaoutkeuy, à trois enfants dont deux garçons et une fille qui est bien portante. Les deux garçons sont morts quelques heures après leur naissance.

## ACTES OFFICIELS.

## Nominations-Promotions.

Par ordonnance impériale :  
Le général de division Husni pacha, vice-président, par intérim, du conseil du Dair-Choudra, est nommé président de ce Conseil ;  
Le général de brigade, Hafiz pacha, est nommé président de la garde impériale et promu, à cette occasion, au grade de général de division ;  
Edhem effendi, ex-premier chambellan de S. M. le Sultan, est promu au grade de *Oulasen-i-celil*.

Le Journal de St-Petersbourg émet les appréciations suivantes sur le refus de la Turquie de s'incliner devant les décisions de la Conférence :

Si l'Europe ne peut pas obtenir les garanties qu'elle demande, il lui devient impossible de considérer encore l'empire

ottoman comme un membre sain et utile de son agglomération. On n'exclut pas toujours immédiatement les membres nuisibles d'un corps constitué ; mais ces membres-là, abandonnés à leur propre sort, demeurent en quelque sorte livrés aux hasards des événements et la protection tutélaire qui s'étend sur les autres, ne leur est plus acquise. Le jour où la Turquie aurait définitivement refusé de faire à la paix générale les sacrifices qu'on lui réclame encore plus dans son propre intérêt que dans celui des autres, il y aurait en Europe un vaste Etat exclu en quelque sorte du droit public général, une espèce de pestilence politique, abandonnée à sa destinée et livrée sans chance de secours aux conséquences de son entêtement, aux progrès du mal qui le ronge. Seulement cet abandon — dont on fait mine de se rejouer à Constantinople — ne saurait aller et n'ira jamais jusqu'à permettre que la gangrène gagnée des membres sains de la famille européenne, ni que le malade se laisse aller à des excès de fureur sur les autres faibles et désarmés qui se trouvent à sa portée. En d'autres termes, l'isolement auquel semblent aspirer Midhat pacha et ses amis pourrait bien être le fruit de leur politique, mais il s'entendrait non à l'empire turc, mais, seulement aux Turcs, sans comprendre les millions de chrétiens et de sujets étrangers auxquels la protection de l'Europe a toujours été acquise et à qui elle ne saurait faire défaut au moment où le fanatisme musulman se livrerait à ses plus cruelles orgies. L'Europe devrait au contraire aviser à des moyens efficaces pour prévenir les funestes effets de ce fanatisme et elle voudrait d'autant moins y faillir que les regards et les menagements dont on entoure jusqu'ici l'autorité et le prestige du gouvernement turc n'auraient plus de raison d'être.

Si, dans le grand conseil que le Sultan doit convoquer ces jours-ci, on se pénétre bien des éventualités que nous venons d'exposer et de la situation qu'elles créeraient au gouvernement turc, si l'on parvient à se faire une conception exacte du caractère nouveau des relations avec le reste du monde dans lesquelles on est en train de se précipiter, — on peut, encore espérer que la réflexion, prendra la place de l'empressement de ces derniers temps et que les conseils de l'Europe seront accueillis avec reconnaissance. La Turquie a été, il y a vingt et un ans, admise au sein de la famille européenne moyennant certains engagements qu'elle n'a jamais tenus ; aujourd'hui, qu'on lui demande de se conformer, elle fait mine de se fâcher et de vouloir quitter la famille. On lui a donné un dernier délai pour examiner si cet abandon lui sera plus avantageux que l'accomplissement d'engagements tant de fois renouvelés et toujours violés. Si elle persiste, elle ne pourra s'en prendre qu'à elle seule des conséquences de sa mauvaise tenue et de son entêtement à ne pas vouloir s'en corriger. Les conseils désintéressés et paternels ne lui auront certes pas manqué.

## JÉSUS-CHRIST ET LA GUERRE.

On reproche aux Ottomans de viser un but religieux par les armes. Les faits que nousregistrons quotidiennement démontrent la fausseté de cette accusation. Si les difficultés actuelles devaient avoir une solution violente, les Ottomans marcheraient au combat guidés uniquement par l'amour du sol natal. S'il y avait guerre elle n'aurait qu'un mobile : regardant aller. Et quel caractère ! C'est une Romaine.

## XLVI

LE COMTE KOUMIASSINE REÇOIT UNE

VISITE IMPRÉVUE.

Un joli soleil du commencement d'août dorait de ses rayons paille les quais en granit de la Néva, faisant scintiller la splendide rivière ; les flots bleus, poussés vers la mer par un petit vent d'est, avaient l'air de s'en aller joyeusement à des affaires pressées. Il pouvait être onze heures du matin.

Le trotteur noir du comte Koumiassine, attelé à un *egoiste* irréprochable, à peine assez large pour qu'un homme de mince corpulence put s'y tenir en équilibre, stationnait devant la porte, attendant son maître ; déjà le cocher barbu regardait les fenêtres avec inquiétude et se demandait combien de temps encore il serait condamné à garder dans l'immobilité parfaite cette bête indocile. Plusieurs fois, rendant les rênes, il avait permis à l'animal, encore peu discipliné, de faire un petit tour dans la rue déserte, à cette heure et à cette saison ; mais cet avantage de la course ne faisait qu'exciter l'irritabilité nerveuse de Titan. Tout à coup, au détour de la rue, apparut une voiture de louage ; le cocher, vêtu d'une longue robe de drap bleu-marine rongée dans le bas par la vétusté, excitait d'un mouvement giratoire de son poignet gauche, auquel pendait un petit fouet de ficelles, deux chevaux poussifs, élanqués et boiteux, du trottait et l'autre galopait ; cet équipage étrange, qui était alors le type le plus répandu de la voiture de louage à Pétersbourg, s'arrêta devant le perron des Koumiassine avec un bruit de vieille ferraille.

Le cocher du comte fit reculer sa noble bête, comme s'il eût craint le contact ou mo-

la défense de la patrie commune. Quant à l'accusation dont nous parlions, elle peut être retournée contre le pays voisin ainsi que le démontre l'article publié par le *Nouvelles Temps* de Saint-Petersbourg sous le titre de « Jésus Christ et la guerre ».

Aujourd'hui, dit ce journal, il y a 1876 ans qu'est né Jésus-Christ, qui a apporté sur cette terre l'évangile d'amour et de fraternité. Les cours des anges ont salué sa naissance, la prédication a enflammé les coeurs des nations et sur les ruines du monde gréco-latin a créé un monde nouveau : le monde chrétien. Deux mille ans presque se sont écoulés, et le nouveau monde n'en est pas encore arrivé aux principes qui ont servi de base au christianisme ; combien faudrait-il encore d'années, de siècles, pour qu'on y arrive ?

Le jour de la naissance de Jésus-Christ surprend la vieille Europe se demandant : Faut-il défendre ceux qui sont sans défense ? faut-il garantir les faibles de l'arbitraire des puissants ? faut-il leur donner une parcelle de terre, de cette terre de Dieu ? faut-il accorder un asile sûr à ces malheureux ralais sous le ciel des Balkans ? faut-il rendre une partie au moins de ce sol qui leur a été ravi ?

Mais non, l'Europe ne se soucie pas de ces demandes ; elle n'ose pas même prêter l'oreille.

L'adversaire séculaire a dévasté ces régions fertiles, il en a pris et il prend encore ce qui lui plaît. Depuis des siècles, des nations dépérissent sous ce joug, et l'Europe a attendu, pour s'en émouvoir, qu'un pauvre petit peuple, à peine sorti lui-même de l'esclavage, élevât la voix. Cette voix voudrait faire quelque chose, mais le nombre des baïonnettes est si grand, tant de batteries s'offrent menaçantes par-dessus l'Europe.

Le sang et le fer, voilà ce qui a tranché jusqu'ici les questions du droit de vivre de l'homme ; l'épée gouverne, et c'est sur l'épée seule que l'homme peut compter pour sa défense. Jésus-Christ n'a-t-il pas dit : « Ce n'est pas la paix que je suis venu vous apporter, mais la guerre, » devinant ainsi les divergences, les luttes qu'engendrerait la réalisation de son saint enseignement. Ce n'est qu'avec le glaive que peut être brisé le joug musulman, et ce n'est ainsi que la paix pourra être instituée. Quand cela aura-t-il lieu ? On ne peut le prédire, mais cela aura lieu tôt ou tard, et la Russie accomplira cet acte de justice sanglant ; elle se chargera de la vengeance sacrée de ses frères.

Nous y croyons et nous ne cesserons d'y croire, quoi qu'on vienne nous dire. On nous a tant tenu de tels propos, on nous a tant répété que nous ne sommes pas prêts à la lutte, que la Turquie a pris le temps de nous opposer des forces considérables. Qui est-ce qui a fait le dénombrement des forces turques pour venir nous assurer que la Turquie peut mettre sur pied 300 à 400 mille hommes ? Si elle était si riche en troupes, pourquoi n'a-t-elle pu concentrer une armée suffisante en Serbie, pourquoi Osman pacha est-il resté des mois devant Zaitichar ? pourquoi la même impuissance s'est-elle renouvelée dans la vallée de la Morava ?

Les Turcs sont des vantards. Si l'affaire allait jusqu'à la guerre, la faiblesse de l'armée turque se manifesterait dans tout son éclat, et alors qu'advendrait-il de ces centaines de mille hommes si bien armés ? Dans toute la Bul-

## LES KOUMIASSINE

PAR

HENRY GRÉVILLE

## XLV

— suite —

— Vous m'avez comprise, j'espère ? dit la comtesse d'un ton plus aigre.

Non, maman, fit la jeune rebelle, j'avoue que je ne comprends pas bien. Vous parlez en ce moment de la part que j'ai prise à l'évasion...

— A l'instant, corrigea la comtesse. ... De ma cousine, poursuivait l'indomptable enfant. Eh bien, si c'est de cela qu'il s'agit, ma conscience ne me reproche rien — et vous-même, maman, ajouta-t-elle avec l'habileté d'un vieux diplomate, vous ne me parlez ainsi que pour me mettre à l'épreuve ; votre cœur, j'en suis sûre, est d'accord avec le mien !

Quelle perche Zina tendait à sa mère ! Aussi la comtesse, qui sentait vaguement son autorité s'en aller à vau-l'eau, s'y cramponna sur un aller. Un coup d'oeil à la robe annonça à la jeune fille le succès de sa ruse.

— Il ne s'agit pas de mon cœur, répliqua la comtesse ; mon cœur peut me diriger dans un sens et le devoir rigoureux m'attirer vers un autre.

— Oh ! maman, vous si bonne ! n'avez-vous pas fait toute votre vie tout le bien possible ? Et n'est-ce pas parce que, au fond, vous ne pouvez vouloir que ce qui est bien ?

La comtesse avala ce compliment doux comme miel ; le mot « au fond » eut bien quelque peine à passer, mais avec une nature aussi fougueuse que celle de Zina, il ne fallait pas faire sentir inutilement le mors — ce fut du moins la raison dont se porta la bonne mère.

— Ne pouvez-vous, dit-elle, vous fier à moi pour lever la punition de votre cousine quand il en serait temps ?

— Maman, vous qui l'avez vue tous les jours, vous ne savez pas combien elle était faible et malade.

— Ni si faible ni si malade, puisqu'elle a pu aller jusqu'à la voiture.

— Elle n'a pas marché tout le temps — à la fin j'ai été obligée de la porter, riposta Zina.

Cette parole, lancée comme une balle, atteignit la comtesse en pleine poitrine. Quel courage que celui de sa fille ! Quelle énergie, quelle adresse, quel dévouement !

— C'est une héroïne ! se dit-elle avec orgueil. Et qu'en avez-vous fait ? continuait-elle tout haut.

— Je l'ai rendue à sa mère.

— Oh cela ?

— Derrière le cimetière des paysans.

— Vous avez traversé le cimetière ?

— Oui, maman... C'est là qu'elle a perdu ses forces et que je l'ai prise dans mes bras.

— Et sa mère, qu'a-t-elle dit ?

— Elle m'a dit que Dieu me récompenserait.

La comtesse baissa les yeux devant le champ fier et innocent de sa fille.

— Et elle... votre cousine ?

— Elle n'a rien dit : elle était évanouie.

Le silence se fit sur cette parole. La comtesse méditait.

— Pourquoi, dit-elle enfin, Mme Gorof n'a-t-elle pas pris la peine de me redemander sa fille en plein jour honnêtement, au lieu de faire un enlèvement nocturne, un de ces esclandres romanesques ?

Il est impossible de rendre le mépris que la comtesse fit entrer dans ce mot : romanesque. Dans sa pensée, c'était la qualification de tout ce qui est vulgaire et sentimental, de la la sensiblerie de bas étage...

— Maman, répondit Zina de sa voix la plus caressante, vous lui auriez refusé sa fille.

— Qu'en savez-vous ? riposta la comtesse blessée au vif.

— Si vous aviez eu l'intention de la lui rendre, maman, vous ne l'auriez pas gardée si longtemps.

Un nouveau silence suivit cette sortie audacieuse. La mère eut besoin de se rappeler que sa fille était une « héroïne » pour ne pas lui administrer un soufflet. Mais ce moment de passion fut de courte durée. La comtesse offrit à Dieu le sacrifice de sa colère et reprit plus tranquillement :

— Qu'est-ce qui a prévenu Mme Gorof ?

— Moi, répliqua Zina, mentant avec un aplomb admirable.

— Personne ne vous a aidée ?

— Qui eût pu me venir en aide sans courir le risque de vous déplaire ? Pensez-vous, maman, que j'aurais voulu exposer vos serviteurs à perdre vos bonnes grâces ?

— Comme c'est facile de mentir, ajouta mentalement cette jeune créature, si profondément perverse.

La comtesse prit son parti de l'événement. Non qu'elle ne fût profondément mystifiée d'avoir été ainsi le jouet d'une enfant de dix-sept ans à peine, sa propre fille, par-dessus le marché, mais précisément parce que la délinquante était sa fille, la coupe lui paraissait moins amère. Elle reconnaissait avec orgueil son entêtement devenu persévérance, son courage et la noblesse origi-

naire de son caractère à elle, faussé désormais à son insu par l'abus de l'autorité, mais jadis fier et indépendant comme aujourd'hui celui de Zina.

— Et puis — à vrai dire — elle était très contente de ne plus avoir à s'occuper de cette affaire désagréable. La réclusion de Vassilissa commençait à lui faire du tort dans le voisinage ; elle le sentait ; la veille de l'événement elle eût dû procurer le moyen de trancher la situation ; la situation se trouvait tranchée et il ne lui en coûtait rien.

Après un silence méditatif :

— Est-ce par amitié pour votre cousine que vous avez trahi tout ce complot ? dit-elle avec une nuance d'enjouement.

— Oui, maman, — et puis aussi... (Zina se rapprocha de sa mère et se mit à genoux comme lorsqu'elle était petite fille.) ... j'ai pensé que ma mère serait plus tranquille lorsque Vassilissa serait partie. Ma mère avait juré de ne pas céder à ma cousine à du caractère, elle serait morte sans pitié et ma mère eût alors versé des larmes bien amères, et inutiles...

Zina prononça très bas ces dernières paroles, la tête presque sur les genoux de la comtesse.

— Vous a-t-elle dit ce que j'exigeais d'elle ? fit la mère, non sans quelque inquiétude.

— Non, maman ; elle vous avait donné sa parole de garder le secret, et je n'ai pas cherché à le savoir.

La comtesse entourait de ses bras la tête bouclée de la jeune criminelle.

— Vous avez un noble cœur, lui dit-elle ; mais prenez garde aux entraînements de votre caractère ; la discipline, mon enfant, la discipline !... Je vous pardonne !

— Un baiser maternel termina cette allocution. Zina, rendue à la liberté, s'éloigna avec la gravité d'une Carmélite.

— Elle est superbe ! se dit la mère en la



garie, de Widdin à Toulcha, il n'y a pas plus de 70,000 Turcs.

Mais les Russes sont excités; ils croient à la victoire, ils haïssent les Russes. Les Russes ont confiance: ils sont enthousiasmés; et nous? Est-ce que vingt ans de recueillement, d'humiliation, de repentir et de réformes, nous ont affaibli au point de ne plus croire à notre force militaire, de douter de tout, de nous croire capables seulement de lâcheté, de trahison, de vol, de concussion, de tout ce qui abaisse une nation, de tout ce qui lui enlève l'énergie et la hardiesse, et de ne rien nous supposer qui nous donnât le droit de parler avec fierté de dire hautement que nous sommes Russes, que nous sommes une force morale et matérielle qui fait que des Russes jusqu'à nous il y a loin?

Où, un manque de confiance en nous-mêmes existe; mais ce n'est pas dans le peuple, dans le soldat, qui réside. C'est une partie de nos classes cultivées qui partage cette méfiance, aussi stérile que le sot orgueil qui nous poussait à insulter toute l'Europe. Ou bien nous nous croyons très forts, alors que nous sommes très faibles, ou bien nous nous déclarons faibles quand réellement nous sommes puissants; c'est ou trop d'orgueil ou trop d'abaissement. Celui qui marche en avant sans avoir la conviction qu'il renversera les obstacles, sans la croyance dans sa force, perd la moitié de sa valeur. Le cauchemar de 1853 à 1855 est encore sur nos têtes, opprime nos poitrines; il transforme notre confiance en doute, notre doute en ironie sur nous-mêmes, ironie qui nous accable impitoyablement.

La conclusion de l'article est très-singulière.

« Qu'avons-nous à faire pour notre développement futur? se demande la feuille russe.

Et elle se répond :  
« Nous devons procéder à l'œuvre de l'affranchissement des Slaves ! »

Nous empruntons au journal russe *Biuletén Vostok*, du 22 décembre 1876 (v.s.), les extraits suivants d'une correspondance qui lui a été adressée de Constantinople, à la date du 16 décembre :

« La situation est toujours très tendue et les délégués des puissances n'ont pu encore se mettre d'accord. Quant aux Turcs, ils suivent leurs propres tendances et les instigations des agents de sir Henry Elliot et de Hobart pacha; ils sont décidés à n'accorder volontairement aucun privilège aux provinces rebelles, mais ils veulent leur appliquer les réformes octroyées à l'empire entier. Les Turcs affirment qu'après tout, ce serait encourager la rébellion. Ils ont la ferme intention de persister dans cette voie non-seulement malgré les protestations de la Russie, mais encore quand l'Europe entière s'unirait contre eux. Ils se préparent pour la lutte avec une activité et avec une énergie dont à peine on les croyait susceptibles; ce qui prouve qu'ils sont poussés à cette résistance par la diplomatie étrangère qui n'osent pas s'opposer ouvertement à la Russie pour assumer une responsabilité quelconque, poursuit des buts secrets. Six cents bataillons de l'armée régulière, infanterie, et de réserves (réserves), composés chacun de 800 hommes, se trouvent déjà sous les drapeaux, parfaitement exercés et pourvus de tout ce qui est nécessaire pour une campagne; ils peuvent immédiatement entrer en action tant en Europe qu'en Asie.

« Les cadres d'officiers et de sous-officiers pour 600 autres bataillons sont déjà prêts et l'on recrute, pour ces cadres, des soldats parmi les réserves mis à la disposition du ministère de la guerre et parmi les personnes comprises dans la milice.

« Dans chacun des cinq premiers corps d'armée — 1<sup>er</sup> de garde, 2<sup>me</sup> de Stamboul, 3<sup>me</sup> de Roumelie, 4<sup>me</sup> d'Anatolie et 5<sup>me</sup> d'Arabie, — il se forme des régiments complémentaires d'artillerie, en sorte que la Turquie aura, dit-on, dans un mois, plus de 200 batteries de campagne avec des chevaux hongrois et français. Les Hongrois, fermiers et paysans, offrent leurs chevaux aux Turcs à bas prix et il faut le reconnaître, ces chevaux sont excellents. Jamais l'artillerie turque n'a été mise dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui.

« En Anatolie, on organise deux régiments de cavalerie de Circassiens, dont le commandement sera confié à des officiers hongrois et anglais, ces deux régiments appartenant, en grande partie, à l'armée de l'Inde. Le gouvernement turc prend des mesures pour former encore, dans l'espace de deux ou trois mois, 20 régiments pareils et, en outre, environ 30 régiments de cavalerie semi-régulière de Kurdes et d'Arabes. On a commandé douze mille chariots de transport; le matériel de la flotte est complètement préparé, et ce qui est surprenant, la Porte trouve de l'argent pour tout cela.

#### LES PROPOSITIONS DES PUISSANCES.

(Suite)

I. — Les vilayets de Bosnie et de l'Herzégovine seront réunis et ne formeront qu'une seule province, gouvernée par un gouverneur (vali).

II. — L'unité administrative et le canton (*nâhiye mudiriye*).

Le canton sera administré par un maire, élu pour quatre ans parmi les membres du conseil cantonal et par le conseil lui-même.

Les maires seront musulmans ou chrétiens (orthodoxes ou catholiques), d'après la majorité de la population.

Le conseil cantonal sera composé de représentants de chaque commune, lesquels seront élus pour quatre ans sans distinction de religion.

L'émigration considérable et l'excitation des esprits ne permettant pas le moment de procéder à des élections immédiates, les autorités cantonales seront provisoirement nommées par le gouverneur général.

Les conseils cantonaux sous le contrôle des autorités supérieures ont l'initiative de toutes les questions relatives aux intérêts du canton (telles que les voies de communication, l'assiette et la perception de certaines

contributions) lesquelles seront déterminées par la commission internationale.

Le conseil cantonal se réunira une fois par mois.

Deux de ses membres, nommés par le conseil pour quatre ans, assisteront le maire dans ses fonctions avec le titre de conseillers. La commission internationale doit avoir particulièrement en vue l'établissement d'un système qui assure dans les cantons la représentation des minorités.

Jusqu'à ce que les conseils cantonaux soient élus, leurs fonctions seront remplies par les maires et leurs conseillers.

Les bourgs et les villes qui comptent plus de 10,000 habitants auront des institutions municipales analogues à celles des cantons.

III. — Plusieurs cantons (nâhiye mudiriye) seront réunis en sandjaks (départements), gouvernés par des *mutessarif* ou *caïmaks* (gouverneurs), qui seront chrétiens ou musulmans, selon la majorité de la population du sandjak, et seront nommés par la Sublime Porte sur la présentation du gouverneur général (vali) pour une durée de quatre ans.

Ils sont chargés de surveiller la marche des affaires dans les conseils cantonaux.

Le gouverneur, *mutessarif* ou *caïmakam*, sera assisté de deux conseillers nommés par le gouverneur général sur une liste de quatre candidats présentés par l'assemblée provinciale.

Le vali a le droit de suspendre pour trois mois les gouverneurs, et de proposer leur révocation à la Sublime Porte.

IV. — A la tête de chaque province sera placé un vali (gouverneur général), qui sera nommé pour cinq ans par la Sublime Porte, avec l'assentiment des puissances garantes.

Il sera rémunéré d'une façon convenable. En cas de mort ou de démission du gouverneur général, ses fonctions seront remplies provisoirement par un des gouverneurs nommés à cet effet par la Sublime Porte.

Le vali peut être destitué par un arrêt de la cour d'appel, après jugement.

Le vali représentera l'autorité suprême et veillera à l'exécution des lois de l'empire et des règlements particuliers de la province.

Il aura le droit, tant que le système électif n'aura pas été définitivement introduit dans le pays, de révoquer les maires et les conseillers.

Une assemblée provinciale composée de musulmans pour deux cinquièmes, de chrétiens orthodoxes, pour deux autres cinquièmes, et de catholiques, pour le dernier cinquième, se réunira tous les ans pour examiner et contrôler le budget et la répartition de l'impôt.

Les membres de l'assemblée provinciale seront élus pour 4 ans. Chaque département enverra deux membres. L'assemblée nommera pour 4 ans une commission administrative, qui servira de conseil au gouverneur général. Ces chefs des communautés religieuses reconnues feront partie de droit de ce conseil, à raison d'un par religion. Il y aura au moins un membre de ce conseil par chaque sandjak (département), mais ce conseil administratif ne peut être composé de plus de 10 membres. Ils auront un traitement fixe.

Le gouverneur général devra prendre l'avis du conseil administratif dans tous les cas qui dépassent la simple exécution de la loi et des règlements.

V. L'assemblée se réunira une fois par an pour examiner et contrôler le budget de la province et la répartition de l'impôt. Un règlement de comptes devra lui être présenté chaque année par le vali et être soumis à la Sublime Porte. Le système de perception des taxes et l'assiette de l'impôt seront modifiés en vue de faciliter le développement des ressources du pays en diminuant en même temps les charges qui pèsent sur la population.

Le *Bedeli Askéri* (taxe d'exonération militaire) ne sera exigé que des hommes de 20 à 40 ans valides et qui ne se trouveront pas sous les drapeaux. Le paiement des impôts sera réglé jusqu'au premier janvier 1877, ne sera pas exigé. Les douanes, les postes, les télégraphes, les droits sur le tabac et les spiritueux, ainsi que l'accise, ne sont pas du ressort des autorités provinciales, sauf pour se conformer aux règles observées actuellement dans les autres parties de l'empire. L'affranchissement des taxes est et demeure abolie sous des peines déterminées. La perception des autres contributions sera réglée par l'assemblée provinciale et les conseils cantonaux.

Le vali et l'assemblée provinciale fixeront, de concert, tous les cinq ans, le budget des recettes de la province, afin de déterminer la somme qui devra être remise à la Sublime Porte, en se basant autant que possible sur les revenus des dix dernières années et le développement de la prospérité du pays.

Les autorités cantonales feront la répartition entre les communes, et percevront les différentes sommes imposées à chacune à des époques déterminées.

Ces sommes, déduction faite des dépenses cantonales, seront déposées à la caisse du département. Le choix du mode de perception des impôts sera abandonné aux autorités cantonales. Une somme à déterminer par la commission de surveillance, et ne dépassant pas de 30 % les revenus de la province, sera versée dans la caisse des succursales de la banque ottomane, pour être appliquée au paiement de la dette publique et subvenir aux besoins du gouvernement central. Le reste des revenus sera employé pour les besoins intérieurs de la province.

VI. Jusqu'à ce que la commission de surveillance ait élaboré un règlement spécial pour l'administration de la justice, les tribunaux seront organisés de la manière suivante :

Les fonctions de juge de paix seront remplies par les maires et leurs adjoints. Ils connaîtront en dernier ressort des matières civiles, les jusqu'à concurrence de mille piastres, et, en matière pénale des infractions aux règlements de police avec appel, ils pourront connaître des affaires civiles, jusqu'à concurrence de 5000 piastres. Ils jugeront selon les us et coutumes qui ne sont pas en contradiction avec les lois existantes.

Les juges des tribunaux civils et criminels seront nommés par le gouverneur général, avec l'agrément de la commission de surveillance, et, dans la suite, avec l'assentiment du conseil administratif. Ils seront nommés pour trois ans; à l'expiration de ce terme, ils pourront être confirmés dans leurs fonctions, et dans ce cas ils deviendront inamovibles. Si dans l'accomplissement de leurs fonctions judiciaires, ils ne s'élevaient pas au niveau voulu, ils pourront être révoqués par la cour, après avoir passé un examen.

Il y aura, dans le chef-lieu de la province, une cour d'appel. Les membres et le président de cette cour seront nommés par la Porte avec l'agrément des représentants des puissances garantes.

L'élément européen pourra y être introduit. Dans ce cas le magistrat européen devra être muni d'un certificat, émané d'une autorité judiciaire compétente et justifiant de ses capacités.

La durée des fonctions de membre de la cour d'appel sera la même et réglée par les

mêmes dispositions que celle des juges aux tribunaux de première instance.

Les tribunaux de première instance connaîtront de toute espèce de causes, tant au civil qu'au criminel, avec appel à la cour siégeant au chef-lieu de la province.

Les audiences des tribunaux seront publiques et l'enquête judiciaire sera obligatoire.

Les procès se rapportant plus spécialement à une croyance religieuse quelconque seront du ressort exclusif des autorités ecclésiastiques de la communauté, et les jugements rendus par ces dernières seront considérés comme définitifs.

(à suivre.)

#### DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
1 F. Petridis	Estraito	Galatz
2 Christovitch	Colombi	Tagnanog
3 Crifti Iastrasep	Dalaporta	Braila

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES

##### ALLEMAGNE ET FRANCE.

La *National-Zeitung* fait les observations suivantes sur les bruits qui ont couru sur l'attitude de M. le baron de Werther dans la Conférence. Cet article indique en outre le terrain sur lequel vient de se placer la presse allemande dans ses attaques contre la France, attaques signalées par l'Agence télégraphique de Borneo et Cie :

« Il est évident, dit la *National-Zeitung*, que ce n'est pas au représentant de l'Allemagne qu'il incomberait de trancher le nœud go dien. Depuis des mois on s'efforce à l'étranger de pousser la politique allemande à l'avant-garde contre la Turquie. Mais il y a plus que des mois qu'est tracée la ligne de conduite qui exclut l'Allemagne de tout rôle prépondérant sur le terrain de la politique orientale. Et aujourd'hui non plus il n'y a aucune raison d'abandonner l'attitude qui limite la mission de l'ambassadeur d'Allemagne à appuyer toutes les mesures prises d'un commun accord par les puissances amies pour arriver à une solution pacifique. Or, ce serait abandonner cette attitude si notre ambassadeur sortait de la Conférence pour forcer le dénouement de la crise.

« La franchise constatation de l'impossibilité d'aboutir à une entente est, il est vrai, plus désirable pour nous qu'un étirement indéfini, sans espoir d'un revirement plus favorable. Nous avons déjà formulé le vœu de nous voir débarrassés du poids de l'incertitude qui pèse sur nous, par l'autorité d'une manifestation collective des délégués de l'Europe. Mais ce n'est pas à l'Allemagne de décider si et quand pareille tentative doit être faite; l'initiative en revient de droit à celles des puissances auxquelles a été confié dès le début le soin de diriger les négociations et de trancher les questions. Nous souffrons tout autant que les autres États sous le poids de cette incertitude et bien naturel est notre désir qu'il y soit mis un terme. Mais ce que nous ne désirons pas, c'est qu'on y mette un terme d'une façon qui nuise aux conditions favorables auxquelles nous avons consenti à prêter notre concours aux puissances amies.

« Malheureusement nous découvrons qu'à la fin, ces derniers temps, des velléités plus ou moins déguisées de rejeter sur l'Allemagne une partie de la responsabilité résultant du peu d'efficacité qu'ont eu jusqu'ici les efforts de la diplomatie. Ainsi, on télégraphie de Berlin aux journaux de Vienne : « Toutes les nouvelles de la presse étrangère, parlant d'une attitude du gouvernement allemand soi-disant moins favorable à l'établissement d'une entente pacifique avec la Porte, sont complètement inexactes. » Même des journaux aussi estimables que le *Times* contiennent toute sorte de dépêches faisant croire à l'authenticité de nouvelles commelles qui viennent d'être démenties. Voici, par exemple, ce qu'on mandait de Paris à la feuille de la Cité, sous la date du 11 : « Il se confirme que le prince de Bismarck a envoyé les premiers jours de la semaine au baron de Werther une dépêche blâmant la lenteur extraordinaire des travaux de la conférence et déclarant que les plénipotentiaires sont allés trop loin dans leurs concessions successives à la Porte. Une note analogue a été adressée au comte de Munster, à Londres, pour le prier de voir lord Derby, de lui communiquer la teneur de la dépêche et de lui dire verbalement que le prince de Bismarck, considérant comme indigne de l'Europe la série de concessions et d'atténuations consenties par la conférence à la suite des hésitations et de la résistance de la Porte, demande une action collective de l'Europe. »

« Il faut bien remarquer la source : Paris. Nous avons déjà vu si souvent des dépêches à tendance prendre de Paris, et surtout des bureaux de l'Agence *Havas*, leur vol à travers le monde que nous ne serions nullement étonnés s'il s'agissait de nouveau, dans ce cas, d'une de ces tentatives insidieusement tramées pour faire sortir l'Allemagne, de son gré, ou contre son gré, de son attitude diplomatique réservée ou pour la dénoncer, une fois par hasard, à l'opinion publique de l'Orient de l'Europe comme une puissance encline à susciter des difficultés. Nous désirons nous voir débarrassés de ce poids de plomb de la crise d'Orient qui pèse sur nous, et nul de ceux qui gémissent sous ce même poids ne pourrait nous en vouloir. Au contraire, c'est même à nous qu'on en voudra le moins de le désirer, parce qu'en Orient nous avons en jeu moins d'intérêts propres que n'importe qui. Nous pâtissons davantage que d'autres à cause de négociations sur des questions qui nous sont étrangères. Mais le malaise que nous éprouvons ne nous induit pas à faire de ces questions étrangères des questions nous concernant personnellement et il n'induit pas non plus nos diplomates à le rendre difficile aujourd'hui une entente que depuis un an ils s'efforcent de faire aboutir. Si l'on trace peut-être ça et là à la France

un rôle à jouer à Constantinople et à l'égard de celui qui le comte de Cavou est venu à remplir à la conférence de Paris, ce ne sont là que des rêves qui se dissipent comme des nuages devant la réalité des faits. »

#### FRANCE.

##### LE BUDGET DE 1878.

Le Temps approuve vivement les principes qui ont guidé M. Léon Say dans l'élaboration du budget de 1878 :

« Nous avons raison de dire que la publication du projet de budget pour 1878 ne se ferait pas attendre; le ministre des finances a déposé son travail sur le bureau de la Chambre. Le plan de M. Léon Say, pour l'exercice 1878, n'est pas aussi simple que celui de 1877 : il propose une série de réformes, lesquelles n'aboutissent pas à un très gros chiffre; mais, pour être accueillies ou rejetées, elles supposent qu'on a adopté ou repoussé certaines vues générales très importantes.

« Nous n'aurons garde, après une première et nécessairement très bâtive lecture, d'aborder un pareil débat; néanmoins, en réservant nos appréciations ultérieures, nous pouvons sans inconvénient nous associer tout de suite à cette partie de l'exposé des motifs qui contient ce qu'on peut appeler la philosophie du projet de M. Léon Say. Préférer les progrès certains quoique lents aux tentatives plus expéditives et plus hardies, partant plus hasardeuses, telle est la méthode qui a présidé à la construction de la nouvelle loi de finances. »

La Liberté, après avoir payé un juste tribut d'éloges au projet de budget de 1878 déposé par M. Léon Say, estime cependant que le ministre aurait dû aller beaucoup plus loin dans la voie de la suppression de certains impôts et du dégrèvement des autres :

« Le ministre des finances n'est point le teneur de livres, le comptable du Trésor; il est l'homme d'initiative du gouvernement, nous dirions presque l'entraîneur de l'administration. Quand l'équilibre entre les recettes et les dépenses est assuré, il n'a accompli qu'une partie de sa tâche. Ce sont ses collègues, chacun en ce qui le concerne, ceux des travaux publics, du commerce, de l'agriculture, s'occupent de l'amélioration de nos voies de communication, de nos ports, de nos canaux, du développement de l'industrie nationale, rien de mieux; mais le ministre des finances est responsable de la direction de l'épargne qui dépasse, chaque année, en France, un milliard.

« Ce milliard, abandonné à lui-même, a été se perdre, depuis nombre d'années, dans les emprunts étrangers, alors qu'il reste tant à faire parmi nous. Quels résultats merveilleux n'aurait-on pas obtenus en donnant un emploi à ces immenses capitaux !

« Notre réseau ferré serait terminé; le cours de nos fleuves amélioré, autant par le roisement des montagnes que par l'endiguement, et nous aurions pu, depuis longtemps déjà, procéder à cette réforme des impôts indirects que nous ne cessons de réclamer jusqu'à ce que nous l'ayons obtenue. Ce que l'on a fait est bien, assurément, mais il reste beaucoup à faire; les matériaux sont à pied d'œuvre, pourquoi donc ne s'en servirait-on de les employer ? »

#### LES COMMISSIONS MIXTES.

##### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 12 janvier.

M. le président. La parole est à M. Du Bodan. M. Du Bodan. Le Journal officiel du 7 décembre dernier contient un décret qui révoque un des avocats généraux pris à la cour de Besançon, un lendemain de conclusions à données par ce magistrat dans une affaire civile où l'État avait partie principale.

Je n'ai pas à apprécier l'arrêt de la cour de Besançon ni les conclusions de M. l'avocat général. Cet arrêt a été déféré à la cour de cassation. Chacun de vous devra s'incliner devant la décision que prendra la cour suprême avec le respect qui est dû aux arrêts de la justice.

Mais j'ai été frappé des interprétations diverses qui ont été données à la révocation de M. l'avocat général Bailleul. Beaucoup ont cru y avoir vu l'oubli d'un principe qui touche à ce que la magistrature a de plus précieux : son indépendance.

Car il y a une distinction à faire entre le magistrat du parquet, en service au parquet, et le magistrat de service à l'audience. Le premier doit obéissance absolue à ses chefs; le second, à l'audience, ne relève que de sa conscience et de la loi.

La force de la magistrature est là, et c'est en ne pouvant pas être soupçonnée, même de docilité, qu'elle donne aux justiciables les meilleures garanties d'impartialité.

Il m'a paru qu'une explication était nécessaire. Si M. le garde des sceaux a eu à se plaindre, je le demande à M. le garde des sceaux si le gouvernement a entendu toucher à l'indépendance du magistrat. Ce n'est pas une question de fait, c'est exclusivement une question de droit que j'adresse au gouvernement.

M. le président. Je prie la Chambre d'écouter en silence et avec calme M. le garde des sceaux. Non-seulement son caractère l'exige, mais l'état de sa santé le commande.

M. Martel, garde des sceaux. J'ai voulu, par déférence et par respect pour la Chambre de Députés, venir apporter moi-même la réponse à la question posée par M. Du Bodan. Je crois que je donnerai à mon cher ancien collègue de l'Assemblée nationale la plus entière, la plus complète satisfaction, et je n'aurai qu'à faire appel à ses souvenirs, à son honneur d'ancien magistrat.

Il y a tout d'abord un point sur lequel je tiens essentiellement à être d'accord avec lui, c'est sur le mérite de l'institution qu'on a appelée les commissions mixtes; à nos yeux les commissions mixtes ont été une détestable institution.

Les commissions mixtes ont été jugées et justement condamnées par la conscience publique.

Les mémoires ne m'empêcheront pas de dire ce que je crois être la vérité.

Le sentiment que j'éprouve sur les commissions mixtes n'est pas celui de M. l'avocat général Bailleul, il a pensé autrement. C'est sur ses conclusions que l'arrêt de la cour de Besançon, qui a eu un si grand retentissement, a été rendu.

J'ai instruit cette affaire avec le plus grand soin. M. le procureur général m'a écrit qu'il avait eu, avant l'audience, plusieurs conversations très-nettes avec M. l'avocat général Bailleul; qu'il avait protesté contre toute pensée de réhabilitation

qui serait un véritable outrage à la conscience publique.

M. le procureur général avait recommandé à M. l'avocat général de se garder de toute tentative de justification de cette constitution des commissions mixtes jugées et flétries par la conscience de tous les honnêtes gens. Il me disait : « M. l'avocat général Bailleul n'avait qu'à suivre mes conseils, qu'à se réfugier dans la question pure et simple du fait pour éviter au ministère public la responsabilité qu'il a prise dans le regrettable arrêt de la cour de Besançon. »

M. Jolibois. Vous demandez des services et la cour ne rend que des arrêts.

M. le garde des sceaux. Il m'était indispensable, continue M. le procureur général, de vous signaler cette circonstance qu'avant l'audience je ne doutais pas que M. Bailleul, pénétré de nos instructions réitérées, garderait l'attitude que je lui avais indiquée. J'ai éprouvé une douleur surprenante quand j'ai connu les conclusions prises et l'arrêt rendu par la cour de Besançon.

Après avoir reçu ce rapport, je mandai M. le procureur général et je lui dis : « C'est bien grave ce que vous m'avez écrit. Il me répondit : « J'ai le regret de vous le déclarer, j'ai été trompé. » (Mouvement prolongé.)

Pouvais-je rester indifférent à une telle conduite tenue dans de telles circonstances ? M. l'avocat général avait méconnu l'autorité de son chef, il n'avait tenu aucun compte de ses instructions.

Or, s'il y a quelque chose de précieux, c'est le respect de l'autorité. Vous ne verrez pas l'autorité faiblir dans mes mains. (Très bien ! très bien ! à gauche.) C'est le respect de l'autorité qui nous permet de faire respecter le gouvernement de la République, que nous servons.

M. Lenglès. Faut-il respecter d'abord la justice pour nous être le ministre.

M. le garde des sceaux. Vos paroles m'obligent à expliquer mon regret. J'ai voulu connaître aussi les explications de M. l'avocat général et entendre sa défense avant de le frapper. Quelle a été cette défense ? Il a opposé des dénégations à tout ce que son chef m'avait écrit et dit, en sorte que je me suis trouvé en présence de deux magistrats, l'un affirmant, l'autre niant : à qui ai-je donné raison ? à quel chef. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Je n'ajoute qu'un mot : Je ne permettrai jamais qu'on fasse l'éloge des magistrats qui sont entrés dans les commissions mixtes. (Applaudissements à gauche et au centre.) On peut dire qu'ils se sont trompés, qu'ils ont été égarés, qu'ils ont apporté dans le sein des commissions mixtes certains tempéraments à la rigueur de leurs collègues, mais les approuver, eux, magistrats chargés de veiller à l'exécution de la loi et la violant, jamais ! (Vifs applaudissements à gauche.)

Nous ne perdons jamais la mémoire du mal fait au pays par les commissions mixtes; elles ont fait les proscriptions, elles ont arraché des milliers d'innocents à leurs familles, elles ont inventé des peines, elles ont enlevé aux victimes tout moyen de se défendre, elles ont été la justice par commissions, la plus odieuse, la plus abominable des justices. (Applaudissements bruyants et répétés à gauche et au centre.)

La séance est suspendue quelques instants.

M. le président. L'incident soulevé par la question portée devant la Chambre est clos, mais il a été déposé, au cours du débat, deux demandes d'interpellation.

La première, signée de MM. Lepère, Germain, Albert Grévy, et portant sur le fait même qui a donné lieu à la question; la seconde, émanée de nos collègues MM. Jolibois, Paul de Cassagnac, Levert, Robert Aichiel.

Je demande aux représentants du gouvernement quel est leur sentiment sur ces deux demandes d'interpellation.

M. le président du conseil. Le gouvernement est prêt à discuter, sur-le-champ, ces interpellations.

La Chambre, consultée, décide que les interpellations auront lieu immédiatement.

M. Albert Grévy. Eu demandant à interpellier M. le garde des sceaux sur la mesure qui a été prise à l'égard d'un membre du parquet de Besançon, notre intention n'a pas été de rouvrir un débat épuisé, mais seulement de fournir à la Chambre l'occasion de donner à cette discussion la sanction qu'elle comporte et d'exprimer son sentiment par un ordre du jour. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Je demande donc à M. le garde des sceaux de s'en référer aux explications qu'il a fournies.

M. le président du conseil. Sur ces instantes prières, M. le garde des sceaux, venu pour remplir un devoir qu'il considérait comme un honneur (Très bien ! très bien !) a consenti à se retirer.

Je reste pour le suppléer, et je le ferai d'autant plus facilement que, du premier mot au dernier, M. le garde des sceaux a exprimé la pensée du gouvernement et la mienne. (Vifs applaudissements à gauche.)

M. le président. Voici l'ordre du jour motivé déposé par M. Albert Grévy :

« La Chambre, approuvant la conduite du garde des sceaux, s'associe au jugement qu'il a porté sur les commissions mixtes, et confiant dans sa fermeté, passe à l'ordre du jour. » (Applaudissements.)

M. Jolibois. Cet ordre du jour était prévu par nous, mais après les paroles prononcées par M. le garde des sceaux, il nous a paru nécessaire, au nom des principes de la justice méconnue. (Exclamations à gauche), de faire entendre une protestation. Si la Chambre veut me permettre quelques courtes explications, je prends l'engagement de rester dans une modération de nature à défier les murmures.

Si M. le garde des sceaux avait suivi M. Du Bodan sur le terrain où il s'est placé et s'il s'était contenté de répondre que M. l'avocat général de la cour de Besançon avait manqué à ses devoirs et désobéi à l'ordre de ses chefs hiérarchiques, je ne serais pas monté à cette tribune.

Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. On me mettra de rétablir les faits, de les faire connaître et d'en tirer les conséquences légitimes.

M. Du Bodan n'avait pas parlé des commissions mixtes. Qu'a-t-il eu à dire ? C'est que M. le garde des sceaux a fait connaître à cette tribune le rapport d'un procureur général, ancien magistrat de l'empire. (Très bien ! très bien ! à droite), qui vient à l'heure actuelle des commissions mixtes. On me permettra de m'étonner qu'il ne les ait pas flétries autrefois avec plus d'indépendance. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Qu'est-ce donc qui s'est passé à cette tribune ? Quelque chose de grave. Un procureur général a écrit à M. le garde des sceaux que la cour après de laquelle il remplit ses fonctions, a rendu un arrêt regrettable. Si c'était une communication permise, ce ne pouvait être qu'une communication confidentielle.

Quoi ! on dit qu'un arrêt est regrettable alors qu'il n'a pas assés l'autorité de la chose jugée, alors qu'il est soumis à la cour de cassation !

Eh bien ! de deux choses l'une : ou bien la cour de cassation cassera l'arrêt, et alors on dira qu'elle a obéi à M. le garde des sceaux. (Réclamations à gauche.) — Très bien ! très bien ! à droite.)

M. Villain. Ce n'est pas nous qui étouffons la voix de la justice comme l'a fait l'empire.

M. Jolibois. On bien la cour de cassation maintiendra l'arrêt, et alors le chef de la justice sera en opposition de droit et ouverte avec la cour suprême. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. Lelièvre. Vous cherchez à établir une confusion.

M. Jolibois. M. le garde des sceaux nous a dit qu'il n'avait obéi qu'à sa conscience. Qu'il me permette de lui dire qu'il aurait pu attendre l'arrêt de la cour de cassation, avant de prendre la mesure qui cassait M. l'avocat général Bailleul.

Je ne viens pas ici défendre une personne. On sait, par ses discours au duc d'Aumale, que M. Bailleul professe des opinions qui ne sont pas les nôtres



point de vue que nous nous placions, lorsque nous avons exprimé notre surprise et notre tristesse de la légèreté avec laquelle ces traditions ont failli être compromises, à un certain moment, par de regrettables combinaisons diplomatiques.

« Cependant, nous le répétons, le démenti, si catégorique qu'il soit, du *Diritto*, ne saurait prévaloir contre la certitude que nous possédons de l'existence du traité en question, dont le texte authentique contient bien la mention de l'annexion éventuelle du Tessin au royaume d'Italie. Il se peut que ce traité, préparé dans le cabinet de l'empereur Napoléon III, n'ait laissé aucune trace de son existence éphémère dans les archives italiennes; mais il est parfaitement certain que ce document secret, écrit par M. Rouher lui-même, a été vu par un de nos amis, entre les mains d'un homme d'Etat italien, et que le texte en était conforme à l'analyse donnée par le *Temps*; en sorte qu'il ne peut exister pour nous aucun doute sur sa complète authenticité.

« Ceci soit dit dans l'intérêt de la vérité historique et sans aucune pensée de réclamation à propos d'un passé qui, nous l'espérons, est bien et irrévocablement le passé. »

On communique aux *Basler Nachrichten*, comme signe caractéristique de la température extraordinairement douce dont nous jouissons depuis quelque temps, le fait que le 31 décembre deux jeunes gens de Lucerne ont fait l'ascension du Pilate: ils sont arrivés à 10 h. du soir à l'hôtel de Bellevue et ont passé là la dernière nuit de l'année, qui était merveilleusement belle; à 7 h. du matin, le 1<sup>er</sup> janvier, ils ont noté que le thermomètre était à 6 degrés au-dessus de zéro.

## SUEDE ET NORVEGE

## LA REFORME MILITAIRE.

Parlant des difficultés suscitées en Suède par la question de la réforme militaire, la *Correspondance Scandinave* dit qu'après s'être en vain efforcée d'obtenir le consentement du Riksdag à la réorganisation de l'armée, le gouvernement suédois veut maintenant essayer d'introduire petit à petit une réforme dont on puisse se contenter. L'état-major s'est longtemps occupé des projets relatifs à cette réforme, et ils sont aujourd'hui sous presse. D'après ce qu'on raconte dans les cercles militaires, on se bornera pendant les deux premières années à organiser la conscription et l'indemnité. Le gouvernement soumettra pourtant aussi au prochain Riksdag des propositions concernant la prolongation du temps fixé pour les exercices des conscrits, la remonte de la cavalerie en temps de guerre et les pensions des officiers et des sous-officiers. Le gouvernement suédois sera-t-il plus heureux, sous ce rapport, que ne l'a été le gouvernement danois?

L'inventaire de la succession de la reine Joséphine de Suède comprend, entre autres objets, une grande quantité d'argenterie, dont le poids s'élève à 3,500 kilogrammes. Le prince royal et la princesse royale de Danemark ont cédé au roi Oscar, moyennant une compensation en argent, la plus grande partie du lot qui leur en revenait, et l'on raconte que Sa Majesté abandonnera cette collection tout entière à l'Etat de Norvège, qui désire l'acheter pour s'en servir dans des occasions solennelles. (*Correspondance Scandinave*)

La Suède a adhéré ces jours-ci aux dispositions adoptées par plusieurs autres pays, en vue d'interdire la chasse aux phoques dans les mers polaires à certaines époques de l'année.

## TRIBUNAUX ETRANGERS.

En 1867, Mlle Marie Bréon, alors pensionnaire au couvent du Sacré-Cœur, et héritière d'une fortune évaluée à trois millions, fut, pour cause de santé, en compagnie de ses parents, un voyage à Saint-Ouen, où elle fut courtisée par M. Paul Besson. Plus tard, M. Besson la demanda en mariage; mais le père, qui considérait M. Besson comme un intrigant, déclara nettement ne point vouloir consentir à cette union.

Mlle Marie Bréon sortit du couvent en 1871, époque à laquelle son prétendant fut élu à l'Assemblée nationale. Il écrivit alors à diverses reprises au père de la jeune fille, mais toujours sans succès. Mlle Bréon atteignit sa majorité en 1872 et fit alors signifier à son père les actes respectueux nécessaires à la célébration du mariage nonobstant son consentement.

M. Bréon fit opposition aux différentes mairies de Paris, domicile légal de M. Besson, et à celle de Montbard (Côte-d'Or) que sa fille habitait alors.

Mme Bréon favorisait les projets de M. Besson. Le mariage fut célébré à Versailles le 3 janvier 1873, lieu où M. Bréon n'avait pu songer à faire signifier opposition. L'acte de mariage portait que le mari était domicilié de fait à Versailles, 6, rue de la Madeleine, et que la mariée était domiciliée de fait à Montbard (Côte-d'Or).

Mlle Bréon fit opposition aux différentes mairies de Paris, domicile légal de M. Besson, et à celle de Montbard (Côte-d'Or) que sa fille habitait alors.

Mme Bréon favorisait les projets de M. Besson. Le mariage fut célébré à Versailles le 3 janvier 1873, lieu où M. Bréon n'avait pu songer à faire signifier opposition. L'acte de mariage portait que le mari était domicilié de fait à Versailles, 6, rue de la Madeleine, et que la mariée était domiciliée de fait à Montbard (Côte-d'Or).

Mlle Bréon fit opposition aux différentes mairies de Paris, domicile légal de M. Besson, et à celle de Montbard (Côte-d'Or) que sa fille habitait alors.

Mme Bréon favorisait les projets de M. Besson. Le mariage fut célébré à Versailles le 3 janvier 1873, lieu où M. Bréon n'avait pu songer à faire signifier opposition. L'acte de mariage portait que le mari était domicilié de fait à Versailles, 6, rue de la Madeleine, et que la mariée était domiciliée de fait à Montbard (Côte-d'Or).

Mlle Bréon fit opposition aux différentes mairies de Paris, domicile légal de M. Besson, et à celle de Montbard (Côte-d'Or) que sa fille habitait alors.

Mme Bréon favorisait les projets de M. Besson. Le mariage fut célébré à Versailles le 3 janvier 1873, lieu où M. Bréon n'avait pu songer à faire signifier opposition. L'acte de mariage portait que le mari était domicilié de fait à Versailles, 6, rue de la Madeleine, et que la mariée était domiciliée de fait à Montbard (Côte-d'Or).

Depuis que le monde est monde, En tout pays, en tout lieu, Chacun d'eux faisait un vœu Pour que l'on s'aime à la mode; Mais, hélas! depuis ce temps, Le monde est des plus méchants.

Suit le récit imagé de l'infamie déconverte « de cet horrible tableau d'une femme compe en morceaux. Les reconstituer du peuple voit leur train; chacun fait sa petite enquête; on court à la Morgue où l'on fait la queue, on invoquant la justice et lui recommandant de demander à Dieu de faire bientôt découvrir le misérable armé de tant de cruauté.

Après ce simple exposé, une échappée de soleil et de vie:

On se presse, l'on se foule Pour voir ce spectacle affreux. Au bas de ce tableau hideux, La Seine tranquille coule, Portant les bateaux qui vont De Saint-Clément à Charenton.

Les réflexions reprennent: Est-ce une femme? une fille? un simple Auvergnat? Dame!

Dans l'état qu'on la trouve, On n'a pas deviné ça.

Après viennent des imprécations, des élans de rage contre ce Cartouche, ce Mandrin, ce criminel sans pitié et cette sentence pleine de sens et d'une forme si touchante:

J'ignore si cette femme Était vertueuse ou non. Mais je n'en connais pas de raison Qui force à d'être infamé, Au point de tirer les jours D'un femme qu'on aime d'amour.

La complainte poursuit son cours par une pensée d'espérance. Dieu, certainement, ne saurait manquer de descendre des cieux pour frapper le coupable, et alors aura lieu l'apothéose: l'assassin sera puni et ira.

... Mourir s'il le faut, Au bagne ou à l'échafaud.

La morale est d'une suavité de ton qui charme l'esprit et le cœur.

Jeunes garçons, jeunes filles, Qui frottez au récit Que je vous raconte ici, N'oubliez pas vos familles, Souvenez-vous que l'honneur Peut seul conduire au bonheur.

Comment ce délicat et spirituel poème a-t-il pu être à la portée de la chronique des tribunaux, c'est là le problème que nous nous sommes posé. L'éditeur avait oublié de demander l'estampille, et dame Thémis l'a fourré dans sa balance, sans pitié pour ses cris. Heureusement, grâce à l'habile défense de M. Litzelman, qui a brodé sur cette saynète un thème plein d'humour, le pauvre diable a été trouvé fort léger.

Dame Thémis ne lui a infligé que 25 francs d'amende.

Ce n'est pas cher, vraiment pour une telle œuvre. (*La Presse*)

## FAITS DIVERS.

## LA JUSTICE A FORMOSE.

Comme spécimen de l'administration de la justice à Formose, nous avons l'histoire d'un vol et de la manière dont ses auteurs furent poursuivis. Un Américain, qui se rendait de Tai-wan-foo à Takow avec les livres de sa maison de commerce, fut attaqué la nuit par des voleurs chinois, laisi à moitié mort sur la route, et sa boîte, que l'on supposait contenir des trésors, fut volée. En l'absence d'un consul américain, le consul anglais s'adressa aux fonctionnaires chinois pour obtenir réparation. Quelques jours après, les mandarins parvinrent à retrouver les livres et à mettre la main sur deux des voleurs, par des moyens auxquels on a souvent recours en Chine.

Un magistrat se rendit au village le plus voisin du lieu où le vol avait été commis et déclara au chef de ce village responsable du vol commis et de l'arrestation des voleurs. Ce chef exprima l'impossibilité où il était d'obtenir ni l'un ni l'autre, le magistrat fit arrêter et mettre en prison son frère, en disant au chef que, si dans trois jours il n'avait pas retrouvé les livres, il ferait administrer à son frère des coups de bambou.

Les livres ne furent pas retrouvés dans le temps indiqué; le frère, par conséquent, reçut les coups de bambou, et le chef du village fut averti que ces coups seraient donnés derechef si dans un nouveau délai on n'avait pas les livres.

Tous les villageois se mirent alors à l'œuvre, et l'on retrouva la boîte contenant encore tous les livres; elle avait été enterrée dans un champ. Le frère fut mis en liberté; mais on frappa le village d'une forte amende pour n'avoir pas découvert les voleurs. Le village protesta que les voleurs n'étaient pas du voisinage, mais qu'ils étaient venus de la capitale et y étaient retournés. Comme l'amende devait être doublée si les voleurs n'étaient pas pris, on finit par en livrer deux qui furent jugés et punis.

## UNE ENVIE DE FEMME ENCEINTE.

Certes on ne pouvait pas dire que M. Léopold Eroux, fruitier, 4, rue des Moines, à Batignolles-Paris, n'était pas un bel homme! Grand, bien taillé, il avait surtout un nez superbe... un peu rouge, parce que l'homme n'est pas parfait et que Froux est vaguement ivrogne, mais superbe!

Or, un matin, Froux était sur le pas de sa porte pour voir venir le client, lorsque arriva une jeune femme assez bien mise, qui se mit à marchander des oignons.

Tout en marchant, elle regardait M. Froux d'un air si singulier que la padeur du fruitier en fut tout étonné et qu'il baissa modestement les yeux.

Finneste erreur, fatal délire!

Comme chante Raimbaud dans *Robert le Diable*. Profitant de ce moment de pudique inattention, la jeune femme assez bien mise s'élança et, d'un terrible coup de dent, trancha net le bout du nez du fruitier.

Froux tomba, fondu de surprise et de douleur, dans un étalage de choux, en hurlant: « Au secours! »

Deux gardiens de la paix passaient justement. On empoigna la jeune femme et on la mena au poste de la rue Legendre. Là, elle déclara se nommer Marie Mercier, demeurant à Asnières, 2, rue Saint-Augustin, et avoir cédé à une envie de femme enceinte.

Intuitif de dire qu'on l'a maintenue en état d'arrestation.

## MONOGRAPHIE DE LA SERVITUDE.

Chez les anciens, en Grèce, de même qu'à Rome, avant le repas, on se lavait les mains; l'esclave qui apportait l'eau présentait en même temps une serviette pour s'essuyer. Pendant le repas, comme les anciens n'avaient pas de fourchettes et se servaient de leurs doigts pour porter les mets à la bouche, ils avaient besoin, plus encore que nous, de serviettes. Pourtant les Grecs n'en prenaient pas pour manger; ils s'essuyaient les doigts à l'aide de morceaux de pâte qu'ils roulaient entre leurs mains. Chez les Romains, au contraire, quand le luxe commença à s'introduire, chaque convive avait sa serviette.

Ces serviettes étaient en coton ou en lin. Sous les empereurs, la mode fut aux serviettes de lin bordées d'or. Souvent les invités apportaient chacun leur serviette. On les volait assez fréquem-

ment, car les auteurs font de nombreuses allusions à ce genre de vol. C'est ainsi qu'on lit chez Martial: « *Attulerat mappam nemo, dum furta timentur*: Personne n'avait apporté de serviette par crainte de vol. »

Au Moyen-Age, la nappe qui couvrait la table longtemps lieu de serviette. On s'en servait pour essuyer la bouche et les doigts pendant le repas. L'usage des serviettes personnelles se généralisa plus tard, et quand il fut d'abord introduit, vers la fin du quinzième siècle, on en fit non un usage, mais un abus. Il était de mode d'en changer plusieurs fois pendant le même repas.

Dans les maisons des princes et des grands seigneurs, à chaque nouveau plat on donnait une nouvelle serviette. Puis la bourgeoisie s'en mêla. Montaigne a dit: « Je plains qu'on ait suivi un train que j'ai vu commencer à l'exemple des rois: qu'on nous changent de serviettes, selon les services, comme d'assiettes. »

## BOURSE.

## COURS DES FONDS.

GALATA, le 22 janvier 1877.	
Ouv. du n. Cp. det. P.	42 46
Hausse	12 18
Baisse	12 13
Clôt. du mid.	12 16
Clôt. du soir	12 16
Après Bourse	
Actions S. Gén.	L. S. 2 32
de la Société de change et	
de valeurs, coup. det.	2 3
de la Banque de Const.	3 36
du Crédit Austro-Turque	—
du Crédit Général	L. T. 2 28
Tramway	4 40
Société Commerciale Ottomane	—
Launium, coup. det.	Fr. 63
Crédit Hellénique (exemple)	114
Obligations des Chemins de fer	33 3/4
1863... c. détaché	68
1865... c. détaché	69
1869... c. détaché	59
1872... c. détaché	19 1/4
1873... c. détaché	57

## COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)	
Livre anglaise	P. 410
Pièce de 50 francs	87 38
Impérial russe	88 20
Ducat (Croatie)	51 25
Medjidie blanc (différence)	104 45
B-chlik (différence)	414 20
Métallique (id.)	412 20
En papier monnaie (id.)	458
Cuivre	159

## COMMERCE.

(Correspondance particulière de la TURQUIE.)  
MARSEILLE, le 13 janvier 1877.

Blés. — Cette semaine a été très calme encore. Mais malgré ce ralentissement, nous n'avons pas remarqué de changement dans les prix sur notre place. Les dispositions des vendeurs sont toujours les mêmes, ce qui explique le petit nombre de transactions notées cette huitaine.

Les cotes n'ont pas varié.  
GRAINS GROSSIERS. — Cote huitaine n'a pas été favorable à cet article qui ne fait pas défaut sur notre place, les arrivages ayant été nombreux. La baisse que nous signalait ma lettre précédente s'est faite sentir sensiblement.

On cote:  
Les Avoines Danube... fr. 22. — les 110 kilos  
» Samson... » 20. — » 400  
» Mois Danube... » 45.25 » 400

SUCRES. — En général cet article n'a donné lieu qu'à des transactions peu importantes et celles qui ont eu lieu se sont traitées avec quelque concession de la part des vendeurs. L'écoulement des produits est toujours lent. Les raffineurs ne font des achats que lorsque le besoin se fait sentir et, en somme, le marché n'est pas satisfaisant.

CARÉS. — Les transactions qui ont eu trait à cet article cette huitaine quoique n'étant pas nombreuses, nous ont fait noter une hausse de 5 fr. sur les prix signalés par ma lettre du 6 du courant. Somme toute, la semaine a été très active, mais il est à craindre que cette hausse tournoie croissante ne porte préjudice au commerce.

On cote:  
St-Domingue... fr. 400 à 405 les 100 kilos  
Mysore trié... » 415 à 420 les »  
Porto-Rico... » 420 à 425 les »

GRAINES OLÉAGINEUSES. — Rien encore cette huitaine comme affaires. Les prix tendent à la baisse.

LAINES. — Toujours calme, les prix sont bien maintenus et l'article peu demandé.

## MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.  
Constantinople, le 19 Janvier 1877

De Trieste autrichien *Diana* cap. Lombardin marchandises et passagers agence Lloyd.  
De Sira autrichien *Tibisco* cap. Gelelich marchandises et passagers agence Lloyd.

De Marseille russe *Tcherkask* cap. Commeno marchandises et passagers agence Russe.  
De Liverpool anglais *Athina* cap. Simpson marchandises et passagers agence Lafontaine.  
De Newcastle anglais *A. Strong* cap. Brown charbon pour Consue agence Swan.

De Marseille français *Alphée* cap. Nicolas marchandises et passagers Messag. Maritimes.  
DéPARTS DES VAPEURS  
Constantinople, le 19 Janvier 1877

Pour Trieste autrichien *Sphynx* cap. Zurich marchandises et passagers.  
Pour Varna autrichien *Tibisco* cap. Gelelich marchandises et passagers.  
du 20 Janvier

Pour Trieste autrichien *Oreste* cap. Pavlovich; marchandises et passagers.  
Pour Marseille français *M. Louise* cap. Michel marchandises et passagers.  
Pour Alexandrie russe *Gumb* cap. Dabcevic marchandises et passagers.

Pour Brindisi autrichien *Ceres* cap. Lucovich marchandises et passagers.  
DéPARTS DES VOILIERS  
Constantinople, le 20 Janvier

Pour Marseille italien *Nicoletta* cap. Maggiolo avoine de Odessa.  
du 20 Janvier  
Pour Palmonth hellène *Marsus* cap. Micaros grains de Samson.  
Pour Malte italien *D. Antico* cap. Chiassaro avoine et haricots de Souline.

Pour Marseille italien *Ferdinando* cap. Doderio grains de Odessa.  
Pour Marseille autrichien *Varese* cap. Bollo grains de Odessa.  
Pour Marseille autrichien *Leone* cap. Premuda divers de Kustendji.  
Pour Barcelone italien *Torquato* cap. Gennaro grains de Souline.

Pour Trieste autrichien *G. Squippi* cap. Passinovich mais de Kustendji.  
Pour Pirée hellène *Omonia* cap. Andreanus grains de Ismail.

Directeur-Gérant N. BORDEAUX.

## ANNONCES

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Mercredi 12 janvier (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de 6 à 7000 oques de bougies stéariques, déjà soumissionnées à 12 1/2 piastres l'ocque.

La susdite quantité de bougies devant être livrée sans délai, le montant en sera payé à la présentation du r-çu, en médijidi d'argent à raison de 20 piastres ou en caimé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 22 janvier 1877.

## MINISTÈRE IMPÉRIAL DES FINANCES.

## AVIS.

Le gouvernement impérial vient de mettre en vente, par enchères publiques, les fermes dites *Eskikewy, Courdinan, Daur-Tchesmé, Madjar, Calbinan et Gona-Secindirek*, situées dans les cazas de Drama et Cavalla, ainsi que différents terrens d'une étendue de 2,871 deunums, sis à Yénidjé-Carassou.

Une somme de soixante mille piastres a déjà été offerte, sur les lieux, pour la ferme dite Madjar, et soixante-six mille piastres pour les terrens de Yénidjé.

Les personnes qui voudraient surenchérir ou faire l'achat des autres fermes sus-dénommées, sont invitées à se présenter au Divan-Mouhassabât (cours des comptes) au ministère des finances, dans les quinze jours qui suivront la date du présent avis.

Constantinople, le 8/20 janvier 1877.

## MINISTÈRE IMPÉRIAL DES FINANCES.

## AVIS.

Différents terrens sis à Plevna (district de Drama), ayant une superficie totale de 1,700 deunums et rapportant un loyer annuel de quatre à cinq mille piastres, sont à vendre en bloc par voie d'enchères.

Une somme de cent mille piastres a été déjà offerte, sur les lieux, payable en beschiks et papier-monnaie, en quatre termes, à partir du 1<sup>er</sup> avril, jusqu'à fin décembre 1293 (1877).

Les personnes qui voudraient surenchérir sont invitées à se présenter à la cour des comptes dans les quinze jours qui suivront la date du présent avis.

Constantinople, le 5/17 janvier 1877.

## CHANCELLERIE

## DU

## CONSULAT DE FRANCE

## A CONSTANTINOPLE.

## AVIS.

Le consul de France à l'honneur de porter à la connaissance des réservistes de la classe de 1877 demeurant à Constantinople qu'ils seront déclarés insoumis s'ils ne se présentent pas à la Chancellerie de ce Consulat pour faire leur déclaration de changement de domicile, conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 27 juillet 1872.

Constantinople, le 22 janvier 1877.

Le Consul de France, A. DOBIGNIE.

## POSTES INTERNATIONALES OTTOMANES

## AVIS AU PUBLIC.

La Direction des Postes Internationales à l'honneur de prévenir le public qu'une nouvelle saisie de 144 lettres provenant de Sira et Tinos (Grèce) a été opérée le 8/20 janvier, par la Douane Impériale, comme faisant partie d'un transport illégal de correspondances postales se trouvant déposées au Bureau Central de Galata.

Les adresses de ces lettres principalement à destination de Constantinople et de sa banlieue étant des plus incomplètes, les personnes en relation ou en correspondance avec ces pays, sont invitées à venir les réclamer au Bureau Central qui les leur délivrera contre paiement du double port dont elles se trouvent grevées comme lettres non-affranchies.

Constantinople, le 9/21 janvier 1877.

## AVIS IMPORTANT

M. Palmieri, artiste en réparation d'objets antiques en pierre et en porcelaine, est de retour de son voyage en Europe.

M. Palmieri répare toutes sortes d'objets antiques et il reproduit les morceaux qui manquent sans qu'on puisse s'apercevoir de la substitution.

Pour plus amples informations s'adresser au magasin de musique de M. Balatti, Grand-rue de Péra.

## NOUVEL HOTEL

## F. LOGOTHETI.

Monsieur François Logothéti à l'honneur de prévenir les respectables familles qui désirent prendre des appartements en ville, qu'à partir du premier octobre sa magnifique maison occupée jusqu'à ce jour par Son Exc. Abraham pacha, sera de nouveau ouverte comme hôtel. L'élégance de ses appartements, son confort intérieur et sa vue féérique sur la Corne d'Or, le placent au niveau des plus beaux hôtels de l'Europe.

Prix très-modérés.

Traduction de toute espèce de documents du turc et du grec en français et vice-versa, faite avec la plus sûre discrétion. Rédaction de pièces en turc, faite avec la plus grande exactitude. Impression, s'il y a lieu, des mêmes pièces dans les susdites langues.

S'adresser aux bureaux du journal.

UNE PERSONNE, enseignant très méthodiquement la tenue des livres en partie double, se charge de donner des leçons dans la langue française et grecque.

S'adresser aux bureaux du journal.

## CARROSSERIE PARISIENNE

## MAISON MASSÉ

## Au Taxim de Péra.

Autorisé à vendre, avec grand rabais, 12 voitures neuves de la maison H. Binder et autres fabriques de Paris, j'engage le public et ma nombreuse clientèle à profiter de cette

## OCCASION EXCEPTIONNELLE

pour se procurer d'excellentes voitures,

Garanties et à moitié Prix

La vente durera jusqu'à fin février.

GASTON VIDEOCO.

## AVIS AU PUBLIC

## POSTES INTERNATIONALES OTTOMANES.

La direction des Postes Internationales à l'honneur de prévenir le public que 348 lettres provenant de Tinos (Grèce) et saisies le 2/14 janvier par la Douane Impériale comme faisant partie d'un transport illégal de correspondances postales, se trouvent déposées au bureau central de Galata.

Les adresses de ces lettres principalement à destination de Constantinople et de sa banlieue étant des plus incomplètes, les personnes en relation ou en correspondance avec ces pays sont invitées à venir les réclamer au Bureau Central qui les leur délivrera contre paiement du double port dont elles se trouvent grevées comme lettres non-affranchies.

Constantinople, 6/18 janvier 1877.

## Società Operaia Italiana.

La Commissione invita i Soci all'adunanza straordinaria che avrà luogo il giorno di Domenica prossima 28 corrente alle ore 9 1/2 a. m., per trattare affari di urgenza riguardanti la Società.

Per la Commissione:

Il Segretario, G. RECCHIA. Il Presidente, P. E. ROOSE.

## UN PROFESSEUR

## DE

## LANGUE TURQUE

parlant français et grec



# ITINÉRAIRES DES BATEAUX DU CHIRKET-LEAIRE

A partir du Mercredi, 11 Janvier 1877, jusqu'au 31 Janvier (v.s.)

Saison d'Hiver.

SERVICE JOURNALIER.

## DESCENTE. Côte d'Europe.

(Avec communication à la Côte d'Asie.)

2 10	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 2 h.	19
3 15	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Emir-glian, R. Hissar, Béké, au 17 Jan- vier à 3 h.	35
3 45	De B. et A. Kava, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Emirghian, R. Hissar, Béké, Arna-out, Courouchesmé, Ortaoui, Béké, au 17 Janvier à 3 h.	32
50	De Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Emirghian, Béké, R. Hissar, Béké, Arnaoutkoul, Courouchesmé, Ortaoui, Béké, au 17 Janvier à 3 h.	19
7	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	6
8 15	De A. et R. Kava, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	25
10	De M. Bourin, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	22

2 15	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	2
2 50	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	23
3 20	De Béké, Arnaoutkoul, Courouches-mé, Ortaoui, Béké, au 17 Janvier à 3 h.	22
4 10	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	21
4 45	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	23
5	De Béké, Vanikou, Arnaoutkoul, Courouchesmé, Ortaoui, Béké, au 17 Janvier à 3 h.	2
11	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	23

2 10	De Béké, Arnaoutkoul, Courouches-mé, Ortaoui, Béké, au 17 Janvier à 3 h.	21
2 15	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	6
3	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	33
4	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	2
10 20	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	21
10 20	De Yénimahalle, Mézarbournou, Bu-yukdéré, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Con-soudj, au 17 Janvier à 3 h.	2

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
2 15	8 45 Béké.
2 45	9 20
3 15	9 50
3 45	10 30
4 15	10 30
4 45	10 50
5 15	11 15
5 45	11 35
6 20	12
7	—
8 15	—

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
2 30	8 50 Béké.
3 30	9 30
3 45	10
4 15	10 30
4 45	11
5 30	11 30
7 15	12
8 15	—

Il est rigoureusement défendu aux Memours du pont et des échelles de prendre de l'argent des passagers qui ne sont pas munis de billets. Les Memours qui contreviendraient à ce règlement seraient responsables. En conséquence MM. les passagers sont priés de se munir de leurs bil- lets pendant le trajet. Toute personne qui ne se serait pas conformée à cette invitation et voudrait prendre son billet au débarcadère, sera considérée comme passager de premier poste (Mevki) et paiera en conséquence.

76<sup>me</sup> LOTERIE DE BRUNSWICK-LUNEBOURG AVEC 41000 PRIMES SUR 79000 LOTS

SIX TIRAGES AURONT LIEU DANS LE MOIS DE

BUREAU DE CHANGE

H. KLARFELD & C<sup>ie</sup>

ACHAT et VENTE de toutes valeurs, soit du pays, soit de l'étranger, telles que :

**Actions, Obligations et espèces diverses.**

Emission de promesses pour tirages d'obligations à primes et vente de ces obligations contre paiements échelonnés. Escompte des coupons.

Toute transaction d'un bureau de change.

**Lots et Promesses**

**DE LA VILLE DE BUCHAREST 1869.**

Tirage 1<sup>er</sup> Février 1877. — 1<sup>re</sup> Prime fl. 25,000.

**Lots et Promesses de l'Emprunt à prime de HONGRIE 1870.**

Tirage 15 Février 1877. — 1<sup>re</sup> Prime fl. 150,000.

**LOTÉRIE ROYALE DE SAXE,**

se composant de 100,000 billets dont 50,000 gagnants avec prime de :

Marks 500,000—300,000—200,000—150,000—100,000, etc.

Les tirages auront lieu en Janvier, Février, Mars, Avril et Mai 1877.

Janvier, Février, Mars, Avril, Mai, 1875, avec primes de Thalers

PAQUEBOTS-POSTE « KHÉDIVIÉ »

MER MÉDITERRANÉE.

**Service entre Constantinople et Alexandrie**

Départ: Mercredi 24 Janvier à 3 h. 1/2p. m. touchant Gallipoli Dardanelles, Mételin, Smyrne, Chio, Syra et Pirée.

Vapeur: *Charkie*, Capitaine Poscher.

TRIBUNAL DE COMMERCE

4<sup>me</sup> CHAMBRE.

AVIS

FAILLITE DU SIEUR ROUPEN TAKVORYAN.

La 4<sup>me</sup> Chambre du Tribunal de com- merce par son jugement du 27 décembre 1876 (v.s.) ayant déclaré le sieur Rou- pen Takvoryan, domicilié à Constantin- ople rue Alédjilet N° 11, en état de faillite, a nommé syndic provisoire M. le juge auditeur Gabriel effendi Ga- brielian.

Messieurs les créanciers du dit failli sont invités à se présenter dans la salle des juges-commissaires siégeant au Mi- nistère du Commerce, mardi 18 janvier 1877 (v.s.) à 6 heures à la turque pour procéder à l'élection des syndics défi- nitifs conformément à l'article 170 du mé- me Code.

VERITABLE HUILE DE FOIE DE MORUE

DU D<sup>r</sup> DE JONGH.

Eviter les contrefaçons.

Il est constaté que cette huile de foie de morue est con- trainte en Turquie et qu'il y a de nombreux contrefaçons portant un étiquette de nos étiquettes, et remplies des huiles les plus ordinaires.

Pour arrêter ces fraudes si préjudiciables aux malades, MM. les Droguistes et Pharmaciens sont priés de ne pas expédier la vraie huile de foie de JONGH exclusivement pour la Turquie sans avoir d'abord obtenu la signature de la Droguerie Centrale Maison Della-Sadda, rue Yeni-Djani, 15, 18, 20, Stamboul, chez MM. Valtz et C. et Vincent Kasapian, toutes établis- ses à Constantinople.

D<sup>r</sup> DE JONGH.

AVIS IMPORTANT.

La maison de commerce C. Michele Figlio, 4 et 6, rue Fildjandjilar-Yokous- sou, à Stamboul a l'honneur de prévenir le public et général et sa noble breu- sse clientèle en particulier qu'elle vient de recevoir une expédition considérable de bobines de fil de toute qualité et de toutes couleurs, provenant des meilleures fabri- ques d'Angleterre.

La maison C. Michele Figlio est en me- sure de céder ces bobines à des prix ex- cessivement modérés.

LA VELOUTINE

est une poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salutaire sur la peau.

Elle est adhérente et invisible, aussi donne-t-elle au teint une fraîcheur naturelle.

CH. FAY, INVENTEUR.

POMMADE SATIN

Pour conserver aux mains la souplesse, la douceur et les préserver des gerçures et autres accidents provoqués par le froid.

2, rue de la Paix. — PARIS.

FEUTRE POUR TOITURE

de Anderson et Son

Ce feutre, employé avec succès par les com- pagnies de chemins de fer, de mines de houille, et un grand nombre d'industriels, en France et en Angleterre, procure une toiture ininflammable par dessus, légère et de longue durée. Les toitures en feutre ANDER- SON et SON existent depuis 25 à 30 ans.

Feutre pour doublage de navires, pour en- veloppe de tuyaux et chaudières.

Agence et dépositaires, L. ET A. BERTIN FRÈRES.

Cité Française.

NOUVELLE

COMPAGNIE MARSEILLAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

A. et L. FRAISSINET et C<sup>ie</sup>.

SERVICE HEBDOMADAIRE

ENTRE MARSEILLE ET CONSTANTINOPLÉ

Départs le Marseille chaque jeudi

Départs de Constantinople chaq SAMEDI, à 4 h. du soir, en touchant à Rodosto, Gallipo Dardanelles, Salonique, Volo, Pirée et Naples.

Transbordement à Naples, sur les bateaux de la Compagnie, pour Civita-Vecchia, Livourne et Gènes, maison de transit A. et L. FRAISSINET et C<sup>ie</sup>. pour la France et l'étranger.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence (Cité Française et à M. D. Courtelli, courtie de la Compagnie, à Carakeny.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

L'HELVÉTIA

COMPAGNIE SUISSE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE A S<sup>r</sup>. GALL.

Assurances sur maisons, mobiliers, magasins et marchandises à des primes très modérées. Prompt et libéral règlement des indemnités par le soussigné.

L'agent général, fondé de pouvoirs Galeta, Karakeuy N° 13. En face de la Bourse, à côté de Kaviar-Han.

QUEEN

INSURANCE COMPANY,

CAPITAL Ls. 2,000,000.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE SUR MAISONS, MEUBLES, MAGASINS, MARCHANDISES, e, tel des taux très-modérés.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à G. LENNEP AGENT

N° 9, KRUCHOGLU KHAN, vis-à-vis la douane de Galata.

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE CENTRALES.

# CHEMINS DE DE LA TURQUIE DE LA TURQUIE D'EUROPE

SERVICE DES VOYAGEURS A PRIX TRÈS-RÉDUITS

A partir du 15 Septembre 1876, jusqu'à nouvel avis.

Ligne de Constantinople — Andrinople.											
TRAINS S'ÉLOIGNANT DE CONSTANTINOPLÉ.											
TRAINS DE BANLIEUE											
N°											
HEURES DE DÉPART :											
DÉPART DE	2	52	4	D	18	F	6	M	8	12	S
Constantinople (buffet)	7 0	8 11	8 47	mat.	mat.	mat.	mat.	soir	soir	soir	soir
Koum-Kapou	7 0	8 25	8 57	9 40	10 22	11 6	11 46	2 24	3 12	4 28	4 52
Yeni-K. (halt.)	8 38	9 6	9 51	10 31	11 15	11 55		2 38	3 16	4 32	4 56
Psam. (halte)	8 38	9 6	9 51	10 31	11 15	11 55		2 41	3 23	4 39	4 58
Yéni-koué	7 10	8 38	9 8	9 54	10 33	11 17	11 57				
Zaitin-Bournou (halt.)	7 20	8 13	8 47	9 27	10 10	10 54	11 38	3 25	3 31	4 40	4 44
Makri-Kou	7 21	8 14	8 48	9 28	10 11	10 55	11 39	3 28	3 34	4 43	4 47
Sân-Stéph.	7 49	8 42	9 16	9 40	10 23	11 7	11 51	3 50	3 56	5 05	5 09
Tel-ekmédjé-Floria	7 57	8 50	9 24	9 48	10 31	11 15	11 59	3 59	4 05	5 14	5 18
Hadem-Kou	8 6	8 59	9 33	9 57	10 40	11 24	12 8	soir	soir	soir	soir
Tchataldjé	19 55							soir	soir	soir	soir
Kahakdjé	16 28							soir	soir	soir	soir
Sinekli	11 38							soir	soir	soir	soir
Tcherkes-kou	12 39							soir	soir	soir	soir
Tchorlou (buffet)	1 25							soir	soir	soir	soir
Koupekli	2 47							soir	soir	soir	soir
Sider-loulia	3 36							soir	soir	soir	soir
Loulé-Bourgas	4 1							soir	soir	soir	soir
Baba-Eski	4 31							soir	soir	soir	soir
Pavlo-Kou	5 17							soir	soir	soir	soir
Ouzoun-Kapou	6 59							soir	soir	soir	soir
Kouli-Bourgas	6 58							soir	soir	soir	soir
Orli	7 45							soir	soir	soir	soir
Andrin. (Hôtel)	soir							soir	soir	soir	soir

LIGNE D'ANDRINOPLE-PHILIPPOPOULI, SAREMBEY.											
LIGNE DE KOULÉLI-BOURGAS-DÉDAGATCH.											
LIGNE DE TIRNOVA-YAMBOLI.											
LIGNE DE YAMBOLI-TIRNOVA.											
N°											
HEURES DE DÉPART :											
DÉPART DE	2	3	C	5	15	E	7	9	L	17	N
Andrinople	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.
Orli	7 30	8 10	8 47	9 9	9 51	10 31	11 15	12 21	1 10	1 40	2 30
Kouli-Bourgas	8 47	9 27	10 04	10 44	11 24	12 04	12 44	1 33	2 03	2 43	3 23
Pavlo-Kou	9 9	9 49	10 26	11 06	11 46	12 26	13 06	1 39	2 09	2 49	3 29
Baba-Eski	10 34	11 14	11 51	12 31	13 11	13 51	14 31	2 04	2 34	3 14	3 54
Loulé-Bourgas	11 07	11 47	12 24	13 04	13 44	14 24	15 04	2 37	3 07	3 47	4 27
Sider-loulia	11 50	12 30	13 07	13 47	14 27	15 07	15 47	2 50	3 20	4 00	4 40
Koupekli	12 21	13 01	13 38	14 18	14 58	15 38	16 18	3 23	3 53	4 33	5 13
Tchorlou (buffet)	1 10	1 40	2 17	2 57	3 37	4 17	4 57	4 26	4 56	5 36	6 16
Tcherkes-kou	1 40	2 20	2 57	3 37	4 17	4 57	5 37	4 56	5 26	6 06	6 46
Sân-Stéphano	2 11	2 51	3 28	4 08	4 48	5 28	6 08	5 37	6 07	6 47	7 27
Makri-Kou	2 24	3 04	3 41	4 21	5 01	5 41	6 21	5 50	6 20	7 00	7 40
Loulé-Bourgas	2 38	3 18	3 55	4 35	5 15	5 55	6 35	6 04	6 34	7 14	7 54
Yeni-koué	2 41	3 21	3 58	4 38	5 18	5 58	6 38	6 07	6 37	7 17	7 57
Zaitin-Bournou (halt.)	2 57	3 37	4 14	4 54	5 34	6 14	6 54	6 23	6 53	7 33	8 13
Psam. (halte)	3 59	4 39	5 16	5 56	6 36	7 16	7 56	7 25	7 55	8 35	9 15
Yéni-koué	4 1	4 41	5 18	5 58	6 38	7 18	7 58	7 27	7 57	8 37	9 17
Kouli-Bourgas	4 31	5 11	5 48	6 28	7 08	7 48	8 28	7 57	8 27	9 07	9 47
Hadem-Kou	4 57	5 37	6 14	6 54	7 34	8 14	8 54	8 23	8 53	9 33	10 13
Tchataldjé	5 17	5 57	6 34	7 14	7 54	8 34	9 14	8 43	9 13	9 53	10 33
Tchorlou (buffet)	5 59	6 39	7 16	7 56	8 36	9 16	9 56	9 25	9 55	10 35	11 15
Kouli-Bourgas	6 58	7 38	8 15	8 55	9 35	10 15	10 55	10 24	10 54	11 34	12 14
Orli	7 45	8 25	9 02	9 42	10 22	11 02	11 42	11 11	11 41	12 21	13 01
Andrin. (Hôtel)	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir

TRANSFERT DE MAGASIN

Monsieur G. BAKER a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'il a transféré le dépôt de ses marchandises du Kouléli-Kapou au nouveau et spacieux local qu'il a fait construire.

**GRAND'RUE 500 PRÈS DU TUNNEL.**

COMPAGNIES ANONYMES

D'ASSURANCES MARITIMES

FRANÇAISES

LE COMPTOIR MARITIME

CAPITAL SOCIAL : TROIS MILLIONS DE FRANCS

LA PRÉVOYANCE

CAPITAL SOCIAL : DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA MÉLUSINE

CAPITAL SOCIAL : DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA SÉCURITÉ

CAPITAL SOCIAL : UN MILLION CINQ CENT MILLE FR.

AGENCE DE CONSTANTINOPLÉ

Les quatre Compagnies qui ont chacune leur siège distinct à Paris où elles jouissent de la plus grande confiance par l'importance des capitaux dont elles dis- posent et par la régularité de leurs opérations, ont établi une agence à Constan- tinople pour souscrire collectivement sur cette place des contrats d'assurance pour risques maritimes et de navigation intérieure et pour risques de transport par terre.

La création de cette agence procure ainsi aux commerçants, banquiers et arma- teurs, le moyen de faire couvrir à Constantinople même, par des compagnies de premier ordre, réunies en une seule agence, des assurances que leur importance les obligent le plus souvent à ordonner au dehors, afin de ne point diviser ces as- surances entre plusieurs agents de compagnies, opérant séparément, et éviter les difficultés auxquelles pouvait donner lieu le règlement des indemnités à réclamer à chacun de ces agents en cas de sinistres ou d'avaries.

M. IGNACE ALBINI a été nommé agent des dites compagnies suivant pro- curation reçue par M. Emile Alexandre Baudrier et son collègue, notaires à Paris, et dépos